

Les entreprises attendent le Pacte

Olivier de Wasseige

Administrateur-délégué
de l'Union wallonne des entreprises.

■ La discussion actuelle sur la longueur du tronc commun nous oblige à sortir du bois. Car le Pacte d'excellence est primordial. Nous sommes déçus de la lenteur de mise en œuvre. Il faut arrêter de tergiverser !

L'enseignement et la formation sont des priorités des entreprises, pour deux raisons. Elles ont besoin de collaborateurs bien formés, or il existe actuellement une inadéquation forte entre l'offre et la demande en termes de compétences, empêchant de recruter les collaborateurs qualifiés dont elles ont besoin. Ensuite parce que les emplois vacants, conséquence de la première raison, représentent actuellement 31 000 postes en Wallonie, en augmentation de 50 % en un an.

Ces constats amers, actés dans de nombreuses études (Pisa, Pirls), donnent un bulletin catastrophique à l'enseignement francophone. Et il ne faudrait pas que cela empire car, en termes de niveaux de qualification requis, les exigences augmenteront, diminuant l'emploi de personnes de bas niveau de qualification.

Une étude Cedefop (2016) prévoit que sur la période 2015-2025,

malgré une augmentation de 400 000 emplois en Belgique, le nombre d'emplois peu qualifiés diminuera de 21 500 unités, passant de 17,8 % à 12 % du total. Les ouvertures de jobs pour ces profils seront donc de plus en plus faibles.

Le Pacte d'Excellence est donc essentiel et primordial, et nous fondions beaucoup d'espoirs sur celui-ci, qui se base sur des analyses datant de 2007. Nous sommes déçus de la lenteur de mise en œuvre, d'autant que le niveau de l'enseignement et de la formation s'annonce comme la préoccupation numéro un des entreprises pour 2018.

La discussion actuelle sur la longueur du tronc commun nous oblige à sortir du bois, pour rappeler notre position et nos priorités. Les entreprises font confiance au monde de l'enseignement et laissent les pédagogues et les consultants qui les accompagnent prendre position sur la longueur du tronc commun qui est un moyen, alors

qu'elles attendent de voir l'atteinte d'objectifs, en termes de contenus, afin d'obtenir une réponse à leurs demandes (engagement de personnel mieux qualifié et enseignement francophone mieux classé).

Savoirs de base : quatre demandes

Concernant les savoirs de base, l'UWE a quatre demandes.

D'abord, il est indispensable de les renforcer (maths, français, langues), afin d'avoir des têtes bien faites. C'est la base de tout. Une fois arrivé en formation qualifiante, il est impossible de revenir en arrière, alors que l'inverse n'est pas vrai : on pourra toujours améliorer plus tard les compétences "métier". Actuellement, trop d'entreprises nous disent que les jeunes qu'ils engagent ne savent plus lire et comprendre un manuel d'utilisation, et ne maîtrisent plus la règle de trois !

Ensuite, les savoirs de base doivent inclure des savoir-être tels tra-

vail en équipe, responsabilité, respect des autres.

Par ailleurs, le tronc commun doit contenir l'esprit d'entreprendre et l'éveil polytechnique, avec une insistance forte sur le numérique (codage, algorithmique, etc.), afin de donner le goût d'une carrière dans l'informatique, de la même manière qu'une formation de base en biologie ou en physique peut susciter une vocation pour des professions scientifiques.

Enfin, il faut viser la réussite individuelle par élève pour augmenter la performance globale. Cela passe par la remédiation, mais aussi le dépassement, pour les bons éléments, afin d'éviter le nivellement par le bas.

Savoir-faire : les "profils métiers"

Vient ensuite l'acquisition des savoir-faire, dans l'enseignement qualifiant, qui doit favoriser de plus en plus les stages, l'immersion et l'alternance, afin que les élèves soient le plus rapidement possible mis dans le contexte réel de leur futur métier, leur permettant de confirmer leur vocation, ou de changer à temps. Le Pacte sert à revaloriser les filières techniques et professionnelles pour en faire des filières d'excellence, plutôt que des filières de relégation ("Tu as raté, tu iras en technique!")

Nous demandons dans ce domaine une accélération de la prise en compte des profils métiers dans les profils de formation (notamment pour les métiers en pénurie et en forte demande). Sans cela on continue à creuser l'écart entre compétences acquises et re-

quisées. Or on avance avec un lent navrant. Sur les 55 référentiels métiers établis, définissant les savoirs, savoir-être et savoir-faire nécessaires, seuls 6 étaient pris en compte dans l'enseignement en juin 2017, et on nous en promet 18 complémentaires pour septembre 2018!

Quelles options pour quels métiers ?

Nous demandons aussi un réel pilotage des options et une concentration des moyens : actuellement seul un tiers des options les plus fréquentées mène vers les métiers en pénurie, et les 108 options les moins fréquentées (3^e et 4^e degrés) le sont par seulement 7 % des élèves ! Côté formation des 220 000 demandeurs d'emploi wallons, en 2017, seuls 3,5 % ont suivi des formations aux métiers en pénurie.

Enfin, nous attendons toujours la mise en place de l'observatoire du qualifiant, qui doit mener une mission prospective sur les métiers de demain, promise pour 2018, alors que ce genre de service existe dans d'autres pays depuis des décennies !

Nous insistons aussi sur les conditions indispensables à un enseignement de qualité, d'une part dans la qualité des enseignants (les études montrent une forte corrélation entre qualité du professeur et niveau d'avancement des élèves, notamment entre 8 et 11 ans), d'autre part dans la qualité des équipes de direction.

Notre rôle est sociétal

Notre rôle en tant que fédération d'entreprises est motivé par le frein à la croissance que représentent le niveau des compétences actuelles des jeunes recrues et la croissance des emplois vacants. La

croissance du PIB est estimée à 1,8 % pour 2018, et serait supérieure si le nombre d'emplois vacants diminuait. Notre volonté n'est pas d'instrumentaliser l'enseignement au profit de l'entreprise. Notre rôle est aussi sociétal.

Le cercle est vertueux : la qualité de l'enseignement influence la croissance du PIB, qui est un indicateur de création de valeur pour

les entreprises (et donc pour les entrepreneurs et les actionnaires), mais aussi de création de bien-être aussi pour les collaborateurs, leurs familles, et donc la société tout entière. La qualité de l'enseignement est le facteur le plus important pour assurer

l'avenir de nos sociétés. Un enseignement de qualité diminue les risques de pauvreté (par trois entre secondaire supérieur et enseignement supérieur).

Le Pacte prend du retard, et des générations d'élèves risquent encore d'être sacrifiées. Arrêtons de tergiverser ! Les partis politiques doivent avoir un consensus, un pacte scolaire fort, que les prochains ministres de l'Enseignement ne changeront pas (dans les dix prochaines années, nous aurons trois ministres en charge de ce Pacte !)

En conclusion, nous demandons au monde politique de ne pas se disputer sur la durée du tronc commun, mais se mettre d'accord sur un projet commun !

→ Titre, introduction et intertitres sont de la rédaction. Titre original: "Enseignement et formation, priorité des entreprises!"